

[Français]

### L'ÉQUITÉ SALARIALE

**Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au président du Conseil du Trésor. La Commission canadienne des droits de la personne continue d'entendre les plaintes contre ce gouvernement reliées à l'équité salariale pendant que le gouvernement se bat contre le droit de cette commission de régler ces cas.

Au sujet de l'équité salariale, le Commissaire des droits de la personne a dit récemment que le gouvernement devrait respecter sa parole, et je cite: «*Put your money where you mouth is.*» Quand le ministre va-t-il arrêter de se battre contre l'égalité pour les femmes? Quand va-t-il mettre en place une véritable égalité dans leurs salaires?

**L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, j'aimerais rappeler à l'honorable députée que depuis l'arrivée au pouvoir de ce gouvernement, des progrès extrêmement importants ont été accomplis. Le Parti libéral parle de l'équité salariale, mais on se demande un peu où ils étaient toutes ces années. Ce ne sont pas les Libéraux qui, en 1990, ont voté une somme de 317 000 000 \$ en équité salariale. Ce ne sont pas les Libéraux qui ont mis de côté chaque année une somme de 81 000 000 \$ pour aider justement le rattrapage. Et c'est nous qui avons mis sur la table, devant Daryl Bean, la chance d'incorporer ces sommes au salaire de base, permettant ainsi aux femmes d'améliorer à la fois leur pension et les augmentations à venir.

[Traduction]

**Mme Marlene Catterall (Ottawa-Ouest):** Monsieur le Président, en posant ma question supplémentaire, je voudrais rappeler au ministre que l'équité salariale n'est pas un cadeau, ni une monnaie d'échange, mais un droit.

**Des voix:** Bravo!

**Mme Catterall:** Les paiements de rajustement peuvent être retirés n'importe quand, bien avant que l'écart ne soit comblé. Ils ne garantissent pas aux employés des prestations de pension et de décès égales. Ils n'apportent pas l'égalité dans bien des domaines, et je me demande quand le gouvernement cessera de se contenter de mesures symboliques et versera aux femmes les salaires auxquels elles ont droit.

**L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État (Finances)):** J'en apprendrais tous les

### Questions orales

jours, monsieur le Président. Si l'équité salariale est un droit, où donc étaient passés les députés d'en face pendant toutes ces années?

Nous demandons des éclaircissements au tribunal parce que nous ne sommes vraiment pas d'accord sur l'interprétation des principes adoptés par la Chambre. Ils diffèrent, à notre avis, de ceux que la commission a mis en place. Nous demandons un éclaircissement, c'est tout. Entre temps, nous nous occupons assidûment des différents cas qui se présentent.

\* \* \*

### LA SOUVERAINETÉ

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre.

Dans une note de service secrète en date du 3 septembre, le cabinet du premier ministre a estimé qu'il fallait s'attendre que soit sévèrement critiquée la décision du Cabinet de consentir à ce que les sous-marins nucléaires américains passent par les eaux canadiennes et empruntent l'entrée Dixon, prétextant qu'elle est la seule voie d'accès à leur base sous-marine de l'Alaska.

Puisque l'évaluation interne de cette décision du Cabinet est maintenant terminée, le premier ministre pourrait-il expliquer pourquoi il approuve ce projet militaire américain en dépit du fait que la marine américaine a illégalement saisi sept navires canadiens dans ces mêmes eaux canadiennes depuis trois mois?

**L'hon. Michael Wilson (ministre de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie et ministre du Commerce extérieur):** Monsieur le Président, en l'absence de la secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je dirai simplement que le gouvernement soutient depuis longtemps que l'entrée Dixon se trouve en eaux canadiennes et qu'il n'a pas l'intention de changer de position.

Ces eaux sont soumises à la souveraineté canadienne et vont continuer de l'être.

Des discussions sont actuellement en cours avec les Américains, mais comme elles ne sont pas encore terminées, je ne peux en dire plus pour le moment.

\* \* \*

### L'ENVIRONNEMENT

**M. Jim Fulton (Skeena):** Monsieur le Président, ma question supplémentaire s'adresse au ministre de l'Environnement. Dans une autre note de service secrète en date celle-là du 11 septembre. . .